

Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2018

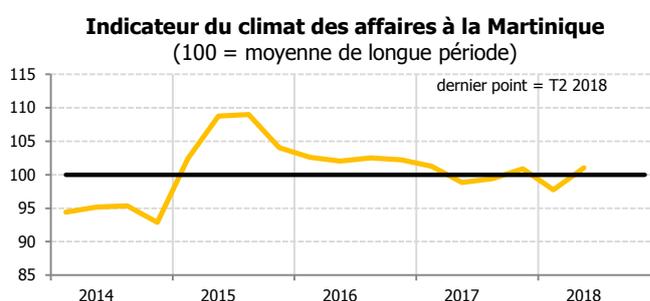
LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA MARTINIQUE

Hausse de l'indicateur du climat des affaires

Au deuxième trimestre 2018, l'indicateur du climat des affaires (ICA) est en hausse (+3,3 points). Il se situe légèrement au-dessus de sa moyenne de longue période à 101,1 points. Cette amélioration tient à l'opinion favorable des chefs d'entreprise portée sur le deuxième trimestre.

Sur la période, la majorité des soldes d'opinion s'améliorent. En particulier, celui lié aux effectifs passés participe à la progression de l'indicateur.

La progression de l'ICA aurait pu être plus significative sans l'infléchissement des prévisions d'investissement qui s'inscrivent pour la première fois depuis trois ans au niveau de leur moyenne de longue période.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Pour les trois prochains mois, en revanche, les professionnels n'attendent pas d'amélioration de l'activité. Les prévisions des chefs d'entreprise sont orientées à la baisse pour une majorité des soldes d'opinion.

T
E
N
D
A
N
C
E
S

CARAÏBES : DES ÉVOLUTIONS HÉTÉROGÈNES

Selon la CEPALC, la croissance des économies de la zone caraïbe devrait être modérée (+1,7 %) en 2018. En effet, certains risques identifiés en 2017 (durcissement de la politique monétaire américaine, hausse du prix du pétrole, tensions protectionnistes dans le commerce mondial) se sont matérialisés au 1^{er} semestre 2018 et ont contribué à peser sur l'activité économique de la zone, au sein de laquelle les évolutions restent hétérogènes.

Selon le Planning Institute Of Jamaica (PIOJ), l'économie jamaïcaine a enregistré une croissance de +1,8 % au second trimestre 2018 par rapport au second trimestre de l'année précédente, soit sa meilleure performance depuis deux ans. Ce résultat tient en partie aux conditions climatiques favorables, au dynamisme du secteur de la construction et à la reprise des opérations de la raffinerie. Selon le ministère de l'Économie et des Finances, la croissance du PIB devrait contribuer à la baisse du chômage. L'inflation devrait par ailleurs rester modérée.

En Haïti, la croissance du PIB devrait augmenter de 1,8 % en 2018 après +1,2 % en 2017 selon les Nations Unies. Les opérations de reconstruction après le passage de l'ouragan Matthew associées aux investissements engagés dans le cadre du programme « Caravane du changement » lancé en 2017 par le président Jovenel Moïse devraient soutenir l'activité cette année. Toutefois, les efforts mis en œuvre par le gouvernement haïtien devraient rester modestes, la mobilisation des ressources fiscales restant limitée (12,9 % du PIB).

Selon les prévisions de la banque centrale de Barbade, l'activité économique du 1^{er} semestre 2018 s'est contractée de 0,6 %. Le secteur du BTP a vu sa production baisser de 4 % au 1^{er} semestre, en partie du fait des mesures de consolidation budgétaire. Le taux de chômage a atteint 10,0 % fin mars contre 9,7 % un an auparavant. L'inflation est restée soutenue à 4,9 % fin avril contre 4,7 % fin 2017. Certains secteurs résistent toutefois. Le nombre de touristes a ainsi progressé (+3,4 %) sur la période. L'activité commerciale a tiré profit de la bonne tenue de la production de canne à sucre. Le produit net du commerce extérieur a augmenté de 33 millions de dollars, au cours du semestre, pour atteindre 443 millions de dollars à fin juin. Enfin, la réforme fiscale engagée depuis 2 ans et la suspension des remboursements d'intérêt d'emprunt ont contribué à assainir les finances publiques, le déficit se réduisant à 10 millions de dollars (0,2 % du PIB environ).

Sources : Banque mondiale, Central Bank of Barbados, CEPALC, Planning Institute of Jamaica

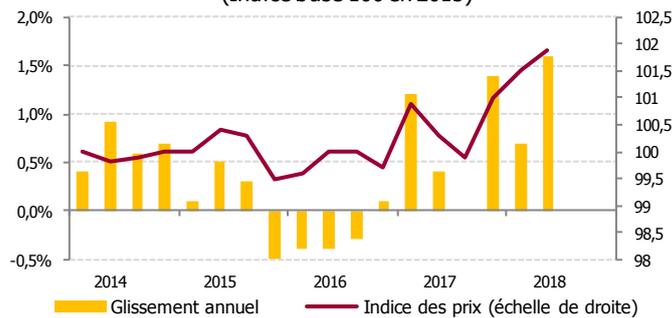
Nouvelle hausse des prix

Au deuxième trimestre 2018, l'indice des prix à la consommation progresse (+0,4 % en variation trimestrielle) pour le troisième trimestre consécutif.

Cette hausse des prix tient au renchérissement des prix de l'énergie (+5,7 %) et dans une moindre mesure à celui des produits manufacturés (+0,5 %). Dans le même temps, les prix de l'alimentation (-0,6 %) et des services (-0,4 %) reculent.

Sur un an, la tendance est similaire. L'inflation atteint +1,6 % en glissement annuel en lien avec la progression des prix de l'énergie (+10,0 %). À l'exception des produits manufacturés (stables), tous les autres postes contribuent à cette augmentation : les prix des produits alimentaires et ceux des services enregistrent une hausse respective de 1,0 %.

Indice des prix à la consommation
(Indice base 100 en 2015)



Source : Insee

Légère baisse des demandeurs d'emploi

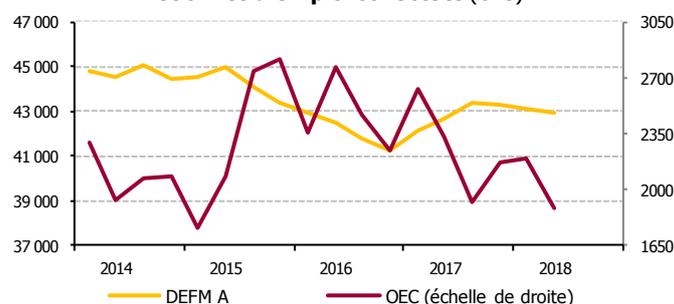
À fin juin, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) atteint 42 960 personnes (CVS), en recul de 0,3 % en variation trimestrielle. En revanche, sur un an, les demandeurs d'emploi sont plus nombreux (+0,8 %).

Dans le détail, le nombre de demandeurs d'emploi chez les moins de 25 ans et les 25-49 ans diminue en variation trimestrielle (respectivement -0,4 % et -0,3 %). En revanche, chez les séniors (50 ans ou plus), le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse (+1,2 %).

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans diminue légèrement (-0,4 %). Les autres catégories subissent la dégradation du marché du travail, tant en ce qui concerne les personnes de 25 à 49 ans (+0,8 %), que les séniors, ces derniers connaissant la plus forte augmentation (+5,8 %).

Parallèlement, les offres d'emploi collectées (OEC) diminuent en variation trimestrielle (-14,6 %, CVS) comme en glissement annuel (-19,2 %, CVS).

Demandeurs d'emploi en fin de mois et offres d'emploi collectées (CVS)



Sources : SMTP, Pôle emploi, Dares

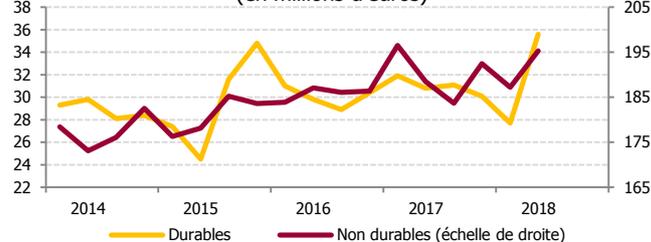
Regain de dynamisme de la consommation des ménages

Au deuxième trimestre 2018, la consommation des ménages retrouve du dynamisme. Les importations de biens de consommation non durables (essentiellement du textile, des produits alimentaires et pharmaceutiques) sont en hausse à fin juin (+4,3 % en variation trimestrielle, données CVS), tout comme les importations de biens de consommation durables (principalement l'électroménager et les meubles) qui bondissent de 28,5 %. Les ventes de véhicules de tourisme affichent également une progression (+5,0 %, données CVS).

Pour autant, le chiffre d'affaires des hypermarchés est stable sur la période (+0,2 %, CVS). Les chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture décrivent une activité commerciale modérée.

Par ailleurs, les indicateurs de vulnérabilité des ménages restent bien orientés. Le nombre d'incidents de paiement sur chèques (-1,8 %), de retraits de cartes bancaires (-6,5 %), et le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-1,3 %) reculent en variation trimestrielle.

Importations de biens de consommation
(en millions d'euros)



Source : Douanes

L'investissement des entreprises marque le pas

Pour la première fois depuis trois ans, les prévisions d'investissement s'inscrivent au niveau de la moyenne de longue période. Toutefois, des disparités sont perceptibles. Le secteur industriel poursuit ses efforts en matière d'investissement alors que les projets sont très limités au sein des secteurs commercial et tourisme voire inexistant au sein des secteurs des services et du BTP.

Les immatriculations de véhicules utilitaires sont en recul sur le trimestre (-14,6 %, CVS). Parallèlement, les importations de biens d'investissement (+8,2 %, CVS) sont bien orientées mais elles occultent la baisse des importations de produits manufacturés (-8,0 %, CVS).

De même, les attestations de conformité électriques, bien qu'en hausse ce trimestre (+50,2 %, CVS) reflètent le rattrapage des investissements immobiliers des entreprises par rapport au premier trimestre (-19,1 %, CVS).

De leur côté, les indicateurs de vulnérabilité des entreprises se dégradent ce trimestre. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire (+1,1 %), les impayés sur effets de commerce en nombre (+12,6 %) et en montant (+42,5 %) sont en progression.

Hausse des échanges extérieurs

Hors produits pétroliers, les importations progressent (+7,8 % entre avril et juin, CVS). Cette hausse s'explique notamment par l'augmentation des importations de produits agroalimentaires (+6,0 %, CVS) et d'équipements mécaniques (+1,3 %, CVS).

Les exportations hors produits pétroliers sont également en augmentation sur le trimestre (+14,2 %, CVS). Cette progression tient à la hausse des exportations de produits agricoles (+43,3 %, CVS) et à celles de matériels de transport (+17,5 %, CVS).

Les importations de produits pétroliers, quant à elles, se replient (-33,0 %, CVS) tandis que les exportations sont en hausse (+12,4 %, CVS).

Ces différentes évolutions conduisent à une hausse des échanges sur trois mois : +3,4 % pour les exportations, et +7,9 % pour les importations (données CVS).

UNE ACTIVITÉ GLOBALEMENT STABLE

Au deuxième trimestre, le courant d'affaires se stabilise. En effet, l'enquête de conjoncture révèle une moindre dégradation de l'activité qui s'accompagne de la réduction des délais de paiement, d'un relèvement des prix et de l'amélioration de la trésorerie des entreprises. Dans le même temps, le niveau élevé des stocks (matières premières et produits finis) et les recrutements effectués, au cours du trimestre, ont pu peser sur les charges d'exploitation.

Au sein des secteurs **primaire** et **agroalimentaire**, l'activité retrouve son niveau moyen de mi-2016.

Au sein du secteur primaire, après le coup d'arrêt généré par le passage de la tempête Matthew et du cyclone Maria¹, les exportations de produits agricoles sont de nouveau bien orientées. Elles progressent de 43,3 % (CVS) entre le premier et le deuxième trimestre. De même, les exportations de bananes progressent sur la période (+23,6 %, CVS).

Le secteur agroalimentaire quant à lui est impacté par la normalisation des échanges extérieurs. La baisse des exportations de produits agroalimentaires (-16,2 %, CVS) reflète l'absence de dynamique des exportations de rhum (+0,4 %, CVS).

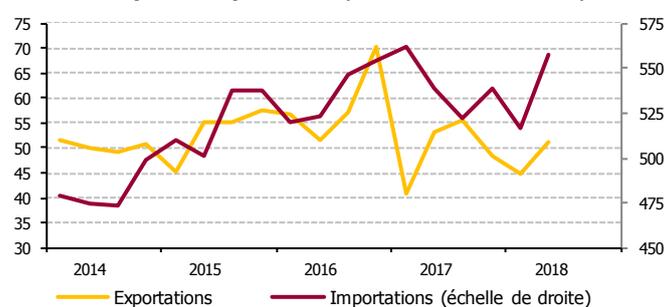
Dans le secteur du **commerce**, la trésorerie s'améliore. Les chefs d'entreprise du secteur ne semblent pas avoir encore tiré parti de l'amélioration de la consommation des ménages. Selon l'enquête de conjoncture, les charges d'exploitation demeurent élevées dans un contexte de réduction des effectifs.

Prévisions d'investissement



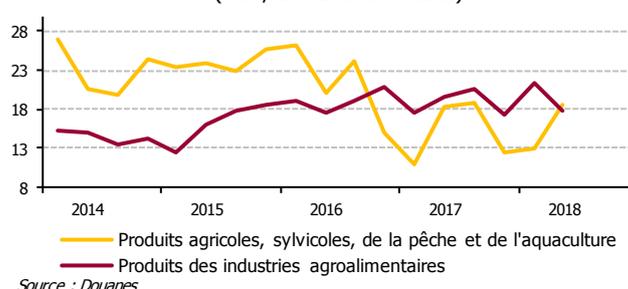
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Échanges extérieurs de biens, hors produits pétroliers (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

Exportations de produits agricoles et de produits agroalimentaires (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

¹ Le passage de ces phénomènes cycloniques a affecté les plantations et le niveau de productions des exploitations agricoles.

Au sein du secteur du **BTP**, la situation demeure préoccupante. L'ensemble des soldes d'opinion traduit un contexte difficile. Après le niveau historiquement bas atteint fin mars 2018 (37,9 milliers de tonnes), les ventes de ciment sont toutefois en hausse sur le trimestre (+5,8 %, CVS). Dans le détail, les ventes en vrac progressent (+9,2 %, CVS), venant compenser les baisses successives des trimestres précédents et les ventes en sac sont stables (-0,2 %, CVS). Dans le même temps, les attestations de conformités électriques pour les logements neufs accusent un repli significatif ce trimestre (-29,6 %, CVS).

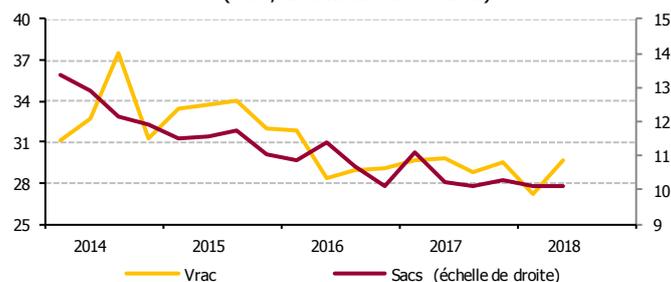
Dans le secteur du **tourisme**, selon les professionnels interrogés dans l'enquête de conjoncture, les charges d'exploitation diminuent et la trésorerie s'assainit. Pour autant, l'activité reste faible. Le nombre de nuitées et le nombre de passagers à l'aéroport ne progressent quasiment pas ce trimestre (-0,3 %, CVS).

Au sein du segment de la croisière, le deuxième trimestre est une période de transition entre la haute et la basse saison. Aussi, le nombre de croisiéristes s'inscrit en baisse sur trois mois (-88,6 %) mais il reste en augmentation par rapport à la même période de l'an dernier (+14,6 %).

L'activité du secteur **industriel** se stabilise au deuxième trimestre. Selon l'enquête de conjoncture, les professionnels poursuivent leurs efforts de recrutement. Parallèlement, ils procèdent à des déstockages dans un contexte de réductions des délais de paiement.

Dans le secteur des **services aux entreprises**, les entrepreneurs font état d'une activité ralentie, le solde d'opinion se redressant par rapport au premier trimestre tout en restant inférieur à zéro. Face à des charges d'exploitation en hausse, les professionnels parviennent à maintenir la trésorerie à l'équilibre, profitant d'une réduction des délais de paiement et malgré un carnet de commandes qui peine à se remplir.

Ventes de ciment
(CVS, en milliers de tonnes)



Source : Ciments Antillais

Trafic de passagers à l'aéroport Aimé Césaire (CVS)



Source : CCIM

UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE SOUTENUE BIEN QU'INÉGALE

Selon les « Perspectives de l'économie mondiale » du mois de juillet, la croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à +3,9 % en 2018 et 2019, le FMI ayant revu à la baisse au deuxième trimestre les projections de croissance pour la zone euro, le Japon et le Royaume-Uni, en raison notamment des tensions commerciales croissantes. Toutefois, ces prévisions masquent des situations très hétérogènes selon les économies.

Aux États-Unis, le PIB a augmenté de 1,0 % à fin juin, après +0,5 % au premier trimestre 2018. Cette progression reflète l'accroissement combiné des dépenses de consommation des ménages et de l'investissement des entreprises. Le FMI prévoit une croissance annuelle de +2,9 % puis +2,7 % en 2019.

Selon Eurostat, au deuxième trimestre, le PIB de la zone euro a crû au même rythme qu'en début d'année (+0,4 %). Alors que le taux de chômage s'établit à 8,2 %, soit son plus bas niveau depuis fin 2008, la reprise de l'inflation et le fléchissement du commerce extérieur ont pesé sur l'activité. La Commission européenne a légèrement révisé ses prévisions en abaissant la croissance prévue en 2018 à +2,3 %.

En France, selon les estimations publiées par l'Insee, la croissance progresse faiblement, à un rythme identique à celui du premier trimestre 2018 (+0,2 %). L'économie a été fortement impactée par les mouvements de grève de transports. Les dépenses de consommation des ménages sont en léger recul (-0,1 % après +0,2 % au premier trimestre) tandis que l'investissement connaît un regain de +0,8 % après +0,2 % au premier trimestre. Face à des résultats plus faibles qu'attendu, le FMI réduit sa prévision de croissance pour la France de 2,1 % à 1,8 % en 2018.

La croissance de l'économie japonaise devrait s'établir à 1,0 % en 2018, après une contraction au premier trimestre en raison de la faiblesse de la consommation et de l'investissement privés. L'activité devrait s'affermir sur le reste de l'année et en 2019, portée par une augmentation de la consommation privée, de la demande extérieure et de l'investissement.

Les perspectives de croissance des pays avancés pour l'année 2018 sont similaires à celle de 2017 (+2,4 %), et s'établissent à +2,2 % pour 2019, tandis que celles des pays émergents et en développement s'établissent à 4,9 % (2018) et 5,1 % (2019). Les prévisions de l'Argentine, du Brésil et de l'Inde ont été révisées à la baisse pour 2018, alors que celles des pays exportateurs d'hydrocarbures se sont améliorées.

Sources : FMI, Insee, Eurostat, BEA, OCDE – données arrêtées à la date du 16 juillet 2018